Nations Unies DP/DCP/PAN/5

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
5 décembre 2025
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2026
2-5 février 2026, New York
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays du PNUD et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour le Panama (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable . . . 2
II. Priorités du programme et partenariats . . . 6
III. Administration du programme et gestion des risques . . . 11
IV. Suivi et évaluation . . . 12

Annexe

A. Results and Resources for Panama (2026-2030) . . . 13

25-20014 (F) 081225 301225

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. Le Panama est un pays à revenu élevé[1] classé parmi les pays contributeurs nets[2], avec une population de 4,2 millions d'habitants en 2023[3], dont 32 % ont moins de 18 ans[4]. Entre 2012 et 2019, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un taux moyen de 6 %, s'est contracté de 18 % en 2020 en raison de la pandémie et a crû de 10,88 % en 2022[5]. Le secteur des services, qui représentait 68,15 % du PIB en 2022, continue d'améliorer les résultats économiques[6].

2. La croissance économique du pays a contribué à réduire l'extrême pauvreté. Entre 2019 et 2022, le Panama a enregistré une baisse de près de 4 % de la pauvreté multidimensionnelle[7]. D'importantes inégalités économiques subsistent toutefois. Le coefficient de Gini a diminué de 51,8 à 49,2 entre 2009 et 2018, mais est remonté à 50,9 en 2021[8]. Le pays est classé 57e au niveau mondial dans l'indice de développement humain 2023, avec une valeur de 0,83[9].

3. Malgré ces améliorations, le Panama reste un pays très inégalitaire, avec de graves disparités dans l'accès à la sécurité sociale, aux services de santé et aux revenus[10], ainsi que des écarts importants en fonction de l'appartenance ethnique, du genre, du territoire et de l'âge. Dans les régions autochtones, l'extrême pauvreté atteignait 63,3 % en 2023, tandis que 80 à 90 % des enfants vivaient dans la pauvreté multidimensionnelle. En 2024, la participation économique des femmes (52,4 %) est nettement inférieure à celle des hommes (75,1 %)[11]. Actuellement, les femmes ne détiennent que 21 % des sièges législatifs et 15 % des mairies[12]. En outre, les femmes subissent des actes de violence fondée sur le genre dans toutes les sphères de la vie.

4. Le pays se heurte à des défis climatiques récurrents, notamment la déforestation, la hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes, qui affectent le canal de Panama et l'économie. Les populations autochtones, dont les moyens de subsistance dépendent de la nature, ont pâti des changements survenus dans les régimes de précipitations et l'élévation du niveau de la mer[13].

5. La confiance dans les institutions démocratiques a diminué : un Panaméen sur dix exprime sa confiance dans les partis politiques[14] et 51 % considèrent la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement en 2023[15]. L'agitation sociale s'est accrue depuis la pandémie, en raison de l'augmentation du coût de la vie et de la perception de l'inefficacité et de la corruption du gouvernement.

---

[1] Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2024.
[2] PNUD, Résolution du Conseil d'administration DP/2013/45, « Financement de la présence physique différenciée », 2013.
[3] Institut national des statistiques et du recensement (INEC), Enquête sur les ménages 2023 ; Ministère du développement social (MIDES), Rapport sur l'égalité des genres 2024.
[4] Nations Unies, Analyse commune de pays : Panama,2025.
[5] PNUD Panama, Rapport national sur le développement humain, 2024
[6] Nations Unies, Analyse commune de pays : Panama, 2025.
[7] Gouvernement du Panama, Cabinet social, Indice de pauvreté multidimensionnelle au niveau national 2019, 2022 et 2024
[8] PNUD Panama, Rapport national sur le développement humain 2024.
[9] PNUD, Rapport sur le développement humain 2025.
[10] Bureau indépendant d'évaluation du PNUD (IEO), ICPE Panama, 2025.
[11] INEC, Enquête sur le marché du travail, octobre 2024.
[12] Nations Unies, Analyse commune de pays : Panama, 2025.
[13] PNUD Panama, Rapport national sur le développement humain 2024.
[14] Latinobarómetro, Informe 2024, La democracia resiliente, 2024.
[15] CEPALSTAT, ECLAC : Population qui croit que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement.

6. Le plan stratégique du gouvernement 2025-2029 se concentre sur quatre domaines prioritaires : la croissance économique et l'emploi ; l'accès à des services de base de qualité ; le renforcement des politiques et des structures institutionnelles ; et la viabilité environnementale. Ce programme de pays est aligné sur ces priorités et découle d'un processus participatif et consultatif impliquant l'administration nationale, les homologues nationaux et d'autres parties prenantes au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2026-2030 pour le Panama.

7. L'évaluation indépendante du programme de pays 2025 (ICPE) a conclu que dans son programme précédent, le PNUD a contribué de manière sensible au développement du Panama, en tirant parti de ses avantages relatifs uniques en tant que: i) partenaire stratégiquement précieux, leader d'opinion et générateur de savoir, capable de fournir des conseils influents et un soutien technique à l'action publique nationale ; ii) d'organiser et de faciliter un dialogue de fond ; iii) d'assurer la continuité des politiques et des programmes publics qui transcendent les cycles gouvernementaux ; et ; iv) de mettre en œuvre des projets de développement complexes.

8. Sur la base des réalisations du programme précédent, les principales réussites et insuffisances ont été recensées, en tenant compte de l'expérience du PNUD dans les trois domaines décrits ci-dessous.

9. **Développement économique et social**. Le PNUD a consolidé son rôle de leader d'opinion en matière de développement inclusif grâce au rapport national sur le développement humain. Son soutien a permis au gouvernement de mieux cerner les écarts de pauvreté et d'inégalité dans une perspective multidimensionnelle et décentralisée. En collaboration avec le ministère du développement social (MIDES) et le cabinet social, le PNUD a soutenu des initiatives telles que l'indice de pauvreté multidimensionnelle au niveau des communes et la stratégie nationale visant à combler les écarts sociaux et économiques en matière de pauvreté et d'inégalité.

10. Le PNUD a adopté une approche intégrée du développement économique inclusif, en alignant son soutien sur le renforcement de la cohésion sociale, la promotion des moyens de subsistance durables et l'amélioration de l'accès aux services essentiels tels que l'éducation. Au niveau des politiques, il a aidé le ministère de l'économie et des finances (MEF) à mettre en œuvre une transition structurelle vers une budgétisation axée sur les résultats.

11. Le PNUD a favorisé la création du ministère de la femme, en renforçant le rôle moteur des institutions en matière d'égalité des genres et en appuyant le lancement de processus de budgétisation tenant compte des questions de genre. Il a également contribué à l'intégration de la dimension de genre dans cinq institutions publiques par l'attribution du label égalité des genres, à 15 000 personnes, ce qui a conduit à des institutions plus inclusives et à une plus grande participation des femmes à la prise de décision.

12. Le PNUD a mis au point une méthodologie permettant d'intégrer les questions de genre, de changement climatique, de cycle de vie et d'innovation dans la gestion des finances publiques. Une étude nationale sur les dépenses publiques a introduit des indicateurs territoriaux et tenant compte des questions de genre dans la planification budgétaire.

13. Le PNUD a soutenu les efforts visant à intégrer l'innovation, l'esprit d'entreprise et la formation professionnelle adaptée à la culture dans les stratégies nationales de développement. En coordination avec le ministère de l'éducation, l'Institut national de formation professionnelle et d'éducation pour le développement humain (INADEH) et l'Institut supérieur technique spécialisé (ITSE), il a aligné

l'enseignement scolaire sur les exigences du marché du travail, en mettant l'accent sur des approches souples, scientifiques et inclusives.

14. Le PNUD a modernisé l'Autorité chargée des micro, petites et moyennes entreprises et l'INADEH, en étendant la formation professionnelle et les services financiers aux zones rurales et mal desservies. Il a aidé le Panama à lancer sa première école numérique, en accordant la priorité à l'accès des jeunes femmes, des personnes en situation de handicap et des jeunes autochtones.

15. **Renforcer la gouvernance inclusive, efficace et transparente**. Le PNUD a favorisé la modernisation de plus de 20 institutions gouvernementales par l'automatisation, l'optimisation des procédures et l'introduction de systèmes fondés sur des données qui ont amélioré la transparence du processus décisionnel. En collaboration avec le ministère du commerce et de l'industrie (MICI), il a développé des plateformes numériques telles que le Bureau d'intelligence commerciale (INTELCOM) et *Panama Emprende*, qui comptent aujourd'hui plus de 75 000 utilisateurs, dont 68 % sont des femmes. La pertinence d'INTELCOM a été démontrée par son inclusion dans le catalogue de coopération Sud-Sud du pays. Des initiatives telles que *Mujer Exporta* assurent l'égalité des genres dans le commerce, en offrant aux entrepreneuses de nouveaux débouchés et la possibilité de mieux se faire connaître sur les marchés d'exportation. La plateforme du projet de gestion de la gouvernance a permis d'automatiser plus de 40 processus et d'intégrer 1 400 utilisateurs dans six institutions.

16. Le soutien du PNUD a favorisé la cohérence institutionnelle en articulant les efforts de numérisation autour d'objectifs plus larges en matière de développement socioéconomique, de gouvernance participative et d'égalité des genres. Le PNUD a collaboré avec la Banque de crédit national hypothécaire (Banco Hipotecario Nacional) pour moderniser les opérations et régulariser les implantations sauvages, délivrant des titres de propriété à plus de 3 000 familles, dont plus de 60 % sont des femmes.

17. Le PNUD a renforcé la gouvernance inclusive, la participation civique et l'égalité des genres au Panama grâce à des outils numériques innovants, des partenariats institutionnels et des stratégies de développement menées par les communautés. La plateforme numérique Agora a facilité le dialogue citoyen à l'échelle nationale entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé, et a été adaptée pour soutenir la politique nationale de la jeunesse.

18. Le PNUD a soutenu le Conseil pour le développement des peuples autochtones, en renforçant cet espace multipartite pour favoriser le dialogue, la transparence et la prise de décision participative sur les priorités nationales de développement. Il a contribué à la mise en œuvre du plan de développement global en faveur des peuples autochtones, conçu la carte Geo Visor pour relier 32 organisations de femmes autochtones et cocréé la brochure sur les droits politiques des femmes autochtones.

19. En partenariat avec le Tribunal électoral, le PNUD a renforcé les capacités de surveillance des droits politiques des femmes lors des élections de 2024, et codirigé une stratégie de communication visant à promouvoir la parité démocratique, à aider les femmes à mieux se faire entendre et à lutter contre la violence médiatique et la désinformation. En collaboration avec le Centre d'études numériques et de surveillance du Tribunal électoral, l'intelligence artificielle a été utilisée pour détecter les expressions de violence politique pendant le processus électoral, outil destiné à protéger les processus démocratiques et à assurer l'intégrité de l'information.

20. **Assurer la gestion durable de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets et la résilience**. L'adoption et la mise en œuvre de la gestion intégrée des bassins versants en tant que modèle de résilience

climatique et de moyens de subsistance durables figurent parmi les principaux facteurs de succès. Le PNUD a soutenu l'enregistrement des terres et l'attribution de titres de propriété liés à des incitations environnementales et économiques, renforcé les systèmes d'alerte précoce pour les conflits climatiques et socioéconomiques, et encouragé les solutions fondées sur la nature. L'Autorité du canal de Panama (ACP) a indiqué que 56 % du bassin était enregistré et que 45 % des titres étaient délivrés à des femmes[16]. Les titres de propriété sont liés à des instruments de conservation, tels que le paiement pour les services environnementaux, qui, dans le cycle actuel, ont incorporé 1 692 nouveaux hectares dont 623 détenus par des femmes.

21. Le PNUD a renforcé les cadres institutionnels et les politiques publiques pour faire face aux changements climatiques, à la conservation de la biodiversité et à la gestion des océans. En mai 2025, le Panama a présenté son engagement en faveur de la nature, cadre stratégique qui exploite au mieux les synergies entre les trois conventions de Rio. Il a aidé à reformuler la première mise à jour de la contribution déterminée au niveau national (CDN) et son extension de deux à dix secteurs, en fournissant une assistance technique destinée à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques nationales et infranationales. En 2024, le gouvernement en a présenté la deuxième mise à jour. Le PNUD a également facilité l'élaboration de la stratégie environnementale nationale 2021-2031[17] et fourni un soutien technique à la première politique océanique nationale du pays[18] et au plan stratégique national pour la gestion des risques de catastrophe 2022-2030. Dans le domaine de la gouvernance environnementale, il a encouragé l'intégration des principes de justice environnementale dans les politiques publiques et renforcé les mécanismes de participation, en favorisant les dialogues multipartites qui tiennent compte des perspectives liées au genre, à la jeunesse et aux peuples autochtones.

22. Dans le domaine du financement de l'action climatique, le PNUD a renforcé les capacités institutionnelles de mobilisation des ressources internationales, en alignant ses efforts sur le Fonds pour l'environnement mondial (FEM-8), le Fonds vert pour le climat et le Protocole de Montréal, tout en encourageant la participation des secteurs public et privé. Parmi les principales réalisations, figurent notamment l'élaboration d'une méthode d'étiquetage climatique pour les investissements publics, l'élaboration d'une directive sur l'évaluation des risques climatiques et environnementaux et l'intégration des risques climatiques et environnementaux dans les évaluations des incidences sur l'environnement. Dans le cadre d'une initiative Sud-Sud, le Panama a organisé des séances d'échange technique avec des progiciels de performance environnementale de différents pays, ce qui a permis d'en arriver à déterminer les filières et les critères d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat. Le PNUD a également aidé à développer une taxonomie du financement durable en collaboration avec la superintendance des banques, des assurances et des titres, favorisant ainsi l'alignement des flux financiers sur les objectifs nationaux en matière de climat et de durabilité environnementale.

23. Le Panama est un pays contributeur net du PNUD, fournissant un montant important de financement gouvernemental pour le développement et tirant de plus en plus parti de son rôle de pôle de connaissances pour favoriser des solutions de développement intégrées. Dans ce contexte, les enseignements tirés du cycle de programmation précédent soulignent l'importance de : i) renforcer l'articulation et l'engagement politique pour assurer la durabilité des efforts institutionnels, en particulier dans le domaine de la politique sociale (par exemple, dans la production de données sur la pauvreté, la promotion de l'interopérabilité entre les systèmes

[16] Autorité du canal de Panama, rapport annuel, 2024.

[17] Descriptif de programme de pays du PNUD pour le Panama (2021-2025.

[18] Convention sur la diversité biologique, « Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal » : cible 3, 2022.

d'information institutionnels est essentielle) ; et ii) veiller à l'établissement d'accords au niveau mondial de nature à faciliter l'instauration de partenariats efficaces avec des institutions financières internationales telles que la Banque interaméricaine de développement (BID).

24. Enfin, le PNUD a activement contribué à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en participant aux trois groupes de résultats et aux huit groupes de travail interinstitutions. Il dirigera ou codirigera des groupes de travail sur la croissance et le développement durable, les services sociaux de base de qualité, la gouvernance et le renforcement institutionnel, et le genre. Le PNUD exploitera le potentiel offert par le réseau des Volontaires des Nations Unies (VNU).

II. Priorités du programme et partenariats

25. Le programme de pays est rattaché au Plan stratégique du gouvernement et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui définissent les priorités nationales convenues qui seront appuyées par le système des Nations Unies au Panama. Le Plan stratégique du gouvernement prévoit qu'une croissance économique soutenue se traduira par une amélioration du bien-être social et une plus grande égalité des chances dans l'ensemble du pays. À l'appui de cette vision, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le présent programme envisagent que d'ici à 2030, le peuple panaméen, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, jouira d'une prospérité équitable, résiliente et durable, facilitée par une gouvernance participative et démocratique. La théorie du changement propose que cette vision soit réalisée par trois voies, promouvant une croissance économique inclusive et un environnement durable ; favorisant le bien-être et l'équité au sein de la population ; et assurant l'établissement de systèmes de gouvernance inclusifs, efficaces et responsables.

26. Le programme s'appuie sur l'analyse commune par pays, l'évaluation indépendante du programme de pays et les évaluations thématiques. Il a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif avec le gouvernement du Panama, les partenaires du développement, la société civile, le secteur privé, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) (entre autres). Le programme s'aligne directement sur les quatre piliers du Plan stratégique du gouvernement et soutiendra les trois résultats du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le plan stratégique du PNUD 2022-2025 et 2026-2029. Il cadre avec les dix projets prioritaires du Panama prévus au titre de son plan d'investissement public, intégré dans le Plan stratégique du gouvernement, que le PNUD appuiera grâce à ses compétences techniques, à la production de connaissances et à son aptitude à faciliter un dialogue de fond. Le PNUD sous-tendra les efforts du gouvernement visant à intégrer les priorités nationales dans sa politique étrangère et dans le multilatéralisme, ainsi qu'il ressort de la célébration du deux-centième anniversaire du Congrès amphictyonique de Panama.

27. Le programme s'articule autour des trois priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable convenues avec le gouvernement du Panama : i) croissance, développement durable et résilient et création d'emplois décents ; ii) accès à des services sociaux de base de qualité, équitables, résilients et inclusifs ; iii) bonne gouvernance, participative et efficace, sécurité et renforcement des institutions, assortie d'une approche fondée sur les droits.

28. L'état d'avancement de ces priorités stratégiques dépend de plusieurs hypothèses : i) le gouvernement met en œuvre une stratégie de transformation numérique et d'innovation de l'administration publique ; ii) les institutions du Panama ont l'intérêt et la volonté d'utiliser des données et des données factuelles pour concevoir des services inclusifs ; iii) la population, en particulier les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité, ont accès à l'information et aux mécanismes de participation disponibles.

Une transformation économique durable soutenue par l'innovation numérique et la résilience face aux changements climatiques

29. La vision d'impact du PNUD est que d'ici à 2030, le Panama réalise une croissance économique inclusive, à faible émission de carbone et résiliente aux changements climatiques, tout en préservant le capital naturel et en réduisant les vulnérabilités. La théorie du changement propose que pour y parvenir, il y ait une redistribution géographique du développement, exprimée par la création de nouveaux pôles de développement, ainsi qu'un équilibre durable entre la conservation de la biodiversité et la production. Pour contribuer à ce changement, le PNUD et ses partenaires (INADEH, ACP, MICI, Autorité nationale d'administration foncière, ministère de l'environnement, ministère de la santé) encourageront l'établissement d'un modèle économique inclusif et l'augmentation des posssibilités d'assurer des moyens de subsistance qui favorisent la distribution des richesses ; des pratiques de production et de consommation durables et de nouvelles technologies en harmonie avec l'environnement ; ainsi que la conservation et la restauration des écosystèmes et l'utilisation durable de la biodiversité du pays.

30. L'approche est ancrée dans le renforcement de la formation professionnelle et de l'emploi, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les populations autochtones, en encourageant l'innovation et en créant un écosystème dynamique pour l'entrepreneuriat vert et numérique. Il s'agira notamment de créer un bac à sable pour des services numériques inclusifs, de promouvoir des solutions libres et cocréées dans les domaines des soins, de la résilience climatique et de l'éducation, et de collaborer avec l'Autorité gouvernementale pour l'innovation et les acteurs nationaux de l'innovation afin d'étendre les technologies d'avant-garde d'une manière qui soit centrée sur l'homme et fondée sur les droits. Ces mesures visent à promouvoir un développement territorial plus équilibré et à permettre une économie durable et inclusive qui distribue équitablement les richesses et intègre des pratiques de consommation et de production responsables.

31. Pour soutenir cette transition, le PNUD et ses partenaires encourageront une base de production diversifiée conforme aux principes d'une économie verte, une gestion intégrée des bassins versants et des ressources naturelles, et une capacité accrue d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, en particulier dans les régions vulnérables au climat et souffrant d'une pénurie d'eau. La stratégie met l'accent sur des approches systémiques qui associent la durabilité environnementale à l'inclusion sociale et à l'autonomisation économique. Le programme tirera parti de l'engagement du Panama en faveur de la nature, qui intègre les objectifs en matière de climat, de biodiversité et de restauration des sols dans le cadre d'une stratégie unifiée.

32. Les stratégies clés seront les suivantes : i) soutenir les systèmes alimentaires intelligents face au climat et les modèles de bioéconomie durable qui concilient la conservation de la biodiversité avec des activités économiques inclusives, en créant des possibilités d'emplois verts dans les zones rurales et périurbaines ; ii) faciliter l'adoption de solutions fondées sur la nature et d'approches d'économie circulaire et bleue pour diversifier les moyens de subsistance, en particulier pour les jeunes, les femmes et les communautés autochtones, en renforçant les chaînes de valeur locales

et l'entrepreneuriat numérique ; iii) renforcer la gestion intégrée des bassins versants, en particulier dans le bassin du canal de Panama, afin de garantir la sécurité de l'eau, la santé des écosystèmes et la résilience climatique dans les principaux couloirs de développement ; iv) renforcer les capacités nationales et infranationales en matière de réduction des risques de catastrophe et de planification tenant compte des risques, en accordant la priorité aux populations vulnérables et aux régions sensibles au climat ; v) améliorer l'accès aux mécanismes de financement du climat, y compris l'étiquetage climatique des investissements publics et l'intégration des risques climatiques et environnementaux dans la planification et les évaluations des incidences sur l'environnement ; vi) promouvoir l'innovation et la numérisation pour la surveillance de l'environnement, les systèmes d'alerte précoce et les cadres de gouvernance adaptatifs qui favorisent la prise de décision fondée sur des données.

33. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le Panama continuera à participer aux dialogues régionaux sur le financement de la biodiversité, soutenus par le PNUD, où des représentants du gouvernement ont collaboré avec des pays tels que la Colombie, le Chili et l'Argentine pour adapter les méthodologies, partager les données d'expérience de mise en œuvre et promouvoir des réformes budgétaires durables.

34. Le PNUD fournira un encadrement technique et mobilisera des ressources financières nécessaires à la croissance inclusive, à la résilience face aux changements climatiques, et à la gouvernance environnementale. Grâce à des partenariats avec le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les organismes des Nations Unies (par exemple, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la stratégie favorise une action coordonnée et intègre les questions de genre, de jeunesse et de droits humains dans toutes les interventions.

Accès équitable à des services sociaux de base de qualité

35. La vision d'impact du programme stipule que d'ici à 2030, la population du Panama bénéficiera d'un niveau accru de bien-être et d'équité. La théorie du changement propose que pour y parvenir, il y aura un accès universel à des services sociaux de base de qualité, inclusifs et résilients, tandis que les institutions publiques seront dotées de systèmes de protection sociale souples et solides, complétés par des stratégies territoriales qui permettent une prestation équitable des services. Pour contribuer à ce changement, le PNUD et ses partenaires encourageront un financement public durable des services sociaux de base et renforceront une gouvernance territoriale efficace, avec l'appui d'une infrastructure modernisée, de systèmes de données et de méthodologies ciblées qui garantissent que la population en situation de vulnérabilité est touchée et que personne n'est laissé pour compte.

36. Pour permettre cette transformation, le PNUD et ses partenaires donneront la priorité au renforcement des capacités institutionnelles par l'accès à l'innovation dans le secteur public, à la transformation numérique, y compris le déploiement de l'infrastructure publique numérique et des solutions libres, y compris l'utilisation de technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle au service du bien public. Le PNUD contribuera à la conception, au pilotage et à l'extension des composantes fondamentales de l'infrastructure publique numérique, y compris l'identification numérique interopérable, les paiements numériques et les systèmes d'enregistrement. Ces composantes permettront un accès plus efficace et inclusif à la protection sociale, à l'éducation, à la santé et aux services de soutien à l'entreprenariat. L'infrastructure publique numérique sera promue en tant que bien public numérique afin d'ancrer la transformation numérique du Panama et de favoriser la résilience. Les efforts seront axés sur l'amélioration de la conception et de la mise en œuvre de programmes nationaux stratégiques qui donnent la priorité aux populations en situation de pauvreté, aux femmes, aux jeunes, aux autochtones, aux personnes d'ascendance

africaine, aux personnes handicapées et aux personnes âgées, grâce à une approche fondée sur la résilience.

37. Dans le domaine de la protection sociale et de la prestation de services sociaux de base, y compris les services de soins, le PNUD renforcera sa coopération technique, en produisant des éléments analytiques et des outils opérationnels de haute qualité pour guider les cadres réglementaires et les mécanismes institutionnels. Cette action s'appuiera sur la collaboration en cours avec les principaux acteurs nationaux, notamment le ministère du développement social, (MIDES), le ministère du travail, l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC), l'unité technique du cabinet social, le secrétariat national aux personnes handicapées, l'autorité nationale pour l'innovation gouvernementale et les organisations de personnes handicapées.

38. Dans le domaine des soins, le PNUD soutiendra le pays dans un processus de revalorisation des soins au Panama et concevra et mettra en œuvre un outil de géocodage pour recenser les services de soins et la demande à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur les personnes en situation de handicap. L'objectif est que cet outil guide et influence l'élaboration des politiques publiques de soins dans le pays.

39. Le PNUD continuera à promouvoir la cohésion sociale et le développement socio-économique inclusif en partenariat avec l'Institut supérieur technique spécialisé (ITSE). Grâce au financement de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, il appuiera les efforts institutionnels pour l'inclusion des jeunes dans le marché du travail.

40. Parallèlement, le PNUD mobilisera des ressources financières et techniques pour faire avancer des priorités essentielles, notamment la modernisation des systèmes d'information sociale et le renforcement des capacités institutionnelles en vue de la prestation de services. Le PNUD s'engagera dans une action coordonnée et multipartite avec les organismes des Nations Unies telles que le FNUAP, l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail, ONU-Femmes et le programme des Volontaires des Nations Unies, afin de promouvoir des solutions cohérentes, interinstitutionnelles et intersectorielles. Cette collaboration permettra de veiller à ce que les interventions tiennent compte du contexte, soient complètes et adaptées aux besoins particuliers des populations cibles.

Renforcement de la gouvernance démocratique et des institutions efficaces, inclusives et accessibles

41. La vision d'impact est que d'ici à 2030, le Panama renforce ses systèmes de gouvernance pour devenir plus inclusif, responsable et efficace, en veillant à ce que toutes les personnes – en particulier celles en situation de vulnérabilité – aient un accès équitable à des services publics de qualité, à la justice et à la sécurité. La théorie du changement stipule que pour y parvenir, les institutions seront mieux équipées pour répondre aux besoins de la population ; la confiance entre l'État et les citoyens est renforcée par des institutions publiques réactives et connectées ; et les fondements de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique sont activement soutenus par une participation et une prise de décision inclusives. Cette vision reconnaît la complexité des problèmes de gouvernance et de sécurité auxquels le pays fait face, ainsi que la nécessité de réaliser des progrès constants et systémiques dans la mise en place d'institutions à la fois légitimes et compétentes.

42. Le PNUD et ses partenaires (présidence, ministère de l'économie, ministère du gouvernement, ministère des affaires étrangères, ministère de la culture, Cour suprême, tribunal électoral, ministère du commerce et de l'industrie) contribueront à cette transformation en soutenant le développement d'institutions fortes, transparentes et axées sur l'être humain. Il s'agit notamment d'accompagner le gouvernement dans ses efforts de modernisation des cadres institutionnels,

d'amélioration de l'efficacité du secteur public et de développement de l'utilisation des données et des outils numériques pour renforcer la planification, la prestation de services et la mise en œuvre des politiques. Ces efforts s'appuieront sur des données probantes et viseront à permettre aux institutions publiques d'atteindre les personnes historiquement mal desservies dans les zones rurales et urbaines. Le renforcement institutionnel impliquera également un renforcement ciblé des capacités, une réforme des systèmes et la promotion de la coordination interinstitutionnelle et de l'interopérabilité aux niveaux national et local, afin de garantir une présence de l'État plus cohérente et plus réactive.

43. Le PNUD s'attachera à soutenir les mécanismes qui améliorent l'accès des personnes à l'information, comprennent leurs droits et facilitent leur participation à la prise de décision publique. Une attention particulière sera accordée à la participation effective des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine, des personnes handicapées et d'autres groupes en situation de vulnérabilité. L'objectif est de créer un environnement propice à la participation active des citoyens à l'élaboration des politiques publiques et au suivi de leur mise en œuvre.

44. Reconnaissant le lien entre la gouvernance, l'inclusion et la paix, la stratégie soutiendra également les efforts visant à prévenir les troubles sociaux et à promouvoir la cohésion sociale. Il s'agit notamment de travailler avec les administrations locales et la société civile pour déterminer et traiter les facteurs structurels de conflit, d'inégalité et d'exclusion. Le PNUD encouragera les initiatives qui favorisent le dialogue, instaurent la confiance au sein des communautés et entre elles, ainsi qu'avec les institutions, et élargissent l'accès à la justice, notamment par des approches restauratrices et communautaires qui sont adaptées à la culture et tiennent compte des contextes locaux.

45. La stratégie part du principe que le renforcement des capacités de l'État et de la participation citoyenne, tout en tirant parti de l'innovation numérique et des politiques fondées sur les données, créera des voies renforcées de développement durable. Elle repose sur la conviction qu'un changement systémique se produit lorsque les institutions sont réactives, que les personnes sont responsabilisées et que les solutions de développement sont élaborées en collaboration avec ceux qu'elles sont censées servir. En harmonisant ces efforts avec les priorités nationales, le PNUD aide le pays à obtenir des résultats de développement inclusifs, justes et pacifiques.

46. La collaboration du PNUD avec ONU-Femmes, le FNUAP, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les organisations de femmes contribuera à faire progresser l'égalité des genres, à protéger les droits humains et à promouvoir une gouvernance inclusive, en veillant à ce que les institutions et les politiques répondent aux besoins des femmes, des jeunes et des populations marginalisées. Les travaux menés conjointement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime appuieront la réforme du secteur de la justice, les mesures de lutte contre la corruption et les stratégies communautaires de prévention de la violence. Le PNUD soutiendra avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du programme de Volontaires des Nations Unies, l'accès à l'information, l'éducation civique et le dialogue culturel, en particulier dans les contextes de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Ces partenariats seront essentiels à l'élargissement de l'espace civique, au renforcement de l'état de droit et à la prévention de la violence et des conflits. Le PNUD continuera à promouvoir la participation politique des femmes, la prévention de la violence à leur égard en politique et d'autres formes de violence, leur accès à la justice et la budgétisation tenant compte des questions de genre.

III. Administration du programme et gestion des risques

47. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources au niveau national. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

48. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

49. Les principaux mécanismes de responsabilité et d'examen du programme seront le comité directeur national du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le comité de programme du PNUD avec le ministère des affaires étrangères. Des conseils de programme et projet seront mis en place et fonctionneront conformément aux normes sociales et environnementales et au mécanisme de responsabilité.

50. La gestion des risques sera intégrée tout au long du cycle du programme, conformément à la politique institutionnelle du PNUD en la matière, ce qui permettra de suivre et d'atténuer les risques potentiels, notamment les risques politiques, socioéconomiques, environnementaux, institutionnels, financiers et opérationnels.

51. Les crises et les risques environnementaux – notamment les catastrophes naturelles, les épidémies, les chocs climatiques, la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes – compromettent le développement. Le PNUD atténuera les risques en appliquant le cadre normatif en matière sociale et environnementale, en analysant les tendances, en renforçant les cadres de préparation et de réponse aux catastrophes, en appuyant les systèmes d'alerte rapide et les prévisions climatiques, en investissant dans des infrastructures résilientes face aux changements climatiques et respectueuses de la nature, et en collaborant avec des partenaires sur des initiatives en matière d'énergie renouvelable, des évaluations de risques et des mesures d'atténuation.

52. Le contexte politique et social peut affecter la programmation du PNUD dans le pays. Comme mesure d'atténuation, le PNUD mettra à jour sa stratégie de communication et d'alliance.

53. Les défis climatiques tels que les sécheresses peuvent nuire à la capacité de production du pays, entraînant une réduction du nombre de navires traversant le canal de Panama, ce qui aura une incidence sur la stabilité budgétaire du gouvernement et sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques. Pour atténuer ces risques, le PNUD poursuivra ses efforts visant à rendre opérationnelle la gestion des bassins versants et à promouvoir la gestion des risques de catastrophe.

54. L'accumulation de troubles sociaux et publics pourrait limiter la confiance ou susciter le rejet des interventions soutenues par le PNUD de la part du public, des communautés et des peuples autochtones, ce qui ternirait la réputation de l'organisation. Pour atténuer ce risque, le PNUD gérera les attentes de ses parties prenantes en ce qui concerne la traduction des politiques gouvernementales en actions concrètes.

55. Les conclusions et recommandations de l'évaluation indépendante du programme de pays et d'autres évaluations serviront de référence pour ce cycle.

IV. Suivi et évaluation

56. Le plan de contrôle et d'évaluation permettra de consigner les facteurs qui entravent ou améliorent l'obtention des résultats et d'en faciliter le suivi. Il intégrera les enseignements tirés de l'évaluation des projets et des résultats, ainsi que les données de suivi des priorités nationales, en se concentrant sur l'identification des meilleures pratiques liées à la mise en œuvre du programme.

57. Le PNUD collaborera avec les organismes gouvernementaux pour améliorer les mécanismes et les outils de production et d'accès aux données, en particulier avec l'Institut national des statistiques et du recensement, le ministère de l'économie et des finances et les universités. Le PNUD intégrera la production de données dans ses projets. En outre, des efforts spécifiques continueront d'être déployés pour améliorer l'élaboration de données probantes, notamment en soutenant le ministère du développement social afin d'améliorer les capacités de suivi et d'analyse d'une mise en œuvre efficace des politiques publiques, et le partenariat avec le ministère de l'économie et des finances et le ministère du développement social en conformité avec le plan Panama 2030. Le PNUD contribuera également à renforcer la production et la disponibilité de statistiques nationales sur le développement.

58. Le programme veillera à ce que toutes les données des indicateurs soient ventilées selon les critères les plus pertinents (par exemple, le genre, l'appartenance ethnique, l'âge, le territoire) pour chaque intervention, sur la base de la méthodologie de la carte des risques et des ressources, et contribuera au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Pour améliorer les compétences factuelles, les capacités internes de collecte et d'analyse des données seront renforcées par la formation et l'introduction de nouveaux outils d'analyse, en collaboration avec des institutions universitaires. En outre, la collaboration avec le centre régional du PNUD sera étendue afin de bénéficier d'un soutien technique dans ces domaines.

59. Pour conclure, l'innovation en matière d'outils et de processus de suivi permettra de disposer d'un ensemble de données et d'informations plus important et de meilleure qualité. Elle étendra les possibilités d'impliquer les participants dans sa mise en œuvre, grâce à des statistiques participatives et à la représentation visuelle des données (cartes, sites interactifs). Ces méthodes aideront les partenaires à se doter des capacités nécessaires au suivi de leurs initiatives au niveau local.

ANNEX A: RESULTS AND RESOURCES FOR PANAMA (2026-2030)

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Government Strategic Plan (GSP) 1. Boosting economic sectors for growth and generation of quality jobs and 4. Environmental sustainability and responsible management of natural resources

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #1: By 2030, more people, especially populations in vulnerable situations, women and youth, actively participate in and benefit from an economic transformation, aimed at a just, inclusive, and sustainable transition, which prioritizes climate resilience, nature-based solutions, and the protection of Panama's natural and cultural diversity; while promoting economic diversification, with a circularity approach, which creates jobs and decent work and reduces pollution and waste generation.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 2022-2025: 2. Leave no one behind.
2026-2029: 4. By 2029, international environmental agreements are mainstreamed into national development frameworks to drive sustainable development

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
I.1.1 Proportion of informal employment in non-agricultural employment in the Republic, by sex, province and indigenous region Baseline (2024): 49.3 Target (2030): 37 I.1.2 Proportion of the territory covered by forests in the Republic, according to province and indigenous region Baseline (2021): 67.8 Target (2030): 70	National Institute of Statistics and Census (INEC) Annually MiAmbiente Annually	**1.1: National and local public institutions, and people have policies, strategies, tools and mechanisms that promote an inclusive economic model.** I.1.1.1 (IRRF.A.1.1.1.a) Number of people supported by UNDP, that completed job-relevant training or skills development programs Baseline (2023): 116,068 Target (2030): 146,000 Source: INADEH, Annually **1.2: National and local institutions and people can apply coordinated, rights-based approaches to conserve, restore and ensure the sustainable, climate-resilient and carbon-**	Ministry of Economy and Finance (MEF) Ministry of Environment (MiAmbiente) Ministry of Health Ministry of Commerce and Industry (MICI) National Institute for Vocational Training and Education for Human Development Panama Canal Authority (ACP) National Secretariat of Science Technology and Innovation National Authority of Land Administration	**Regular 0** **Other** 56 million

		enhancing management of key ecosystems. I.1.2.1 (IRRF.A.4.2.3.a) Natural resources that are managed under a sustainable use, conservation, access, and benefit-sharing regime -- Area of terrestrial and marine protected areas created or under improved management practices (hectares) Baseline (2025): 0 Target (2030): 258,623 Source: MiAmbiente, ACP, Annually **1.3: National and local institutions and people can promote green transition, adopt resource-efficient practices, environmentally sound technologies, and innovative and diversified financing mechanisms, delivering lower emissions, stronger climate resilience and risk reduction, environmentally responsible employment, and healthy ecosystems.** I.1.3.1 (IRRF.A.4.2.4) Number of people benefiting from public and private investment mechanisms for biodiversity, chemicals and waste pollution management, water, oceans, climate solutions: (a) Direct participants (b) Indirect participants	Local Governments Food and Agriculture Organization, United Nations Volunteers, United Nations Environment Programme, International Labor Organization Development Bank of Latin America and the Caribbean (CAF), Interamerican Development Bank (IDB) Civil society Private sector Labor unions	

		Baseline (2025): (a) 11,000 (b) 55,000 Target (2030): (a) 17,687 (b) 72,500 Source: MiAmbiente, Annually		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: GSP 2. Opportunities for all with relevant education and quality basic services				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #2: By 2030, more people, especially those in vulnerable situations, have access to quality, sustainable, culturally and territorially relevant basic social services, and with a gender approach, which contribute to closing structural gaps and guaranteeing the full exercise of their rights.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 2022-2025: 3. Leaving no one behind. 2026-2029: 1. By 2029, prosperity is increased for all, strengthening people's agency, capabilities and dignity to thrive.				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
I.2.1 Proportion of the population living in multidimensional poverty in the Republic, by sex, area, province and indigenous region, age groups Baseline (2022): 14.8 Target (2030): 10 I.2.2 Proportion of the population with access to electricity Baseline (2021): 95 Target (2030): 98	MIDES Annually INEC Annually	**2.1 Public institutions can provide comprehensive solutions, with cultural and territorial relevance, to the provision of basic social services.** I.2.1.1 (IRRF.A.1.2.1.a) Number of people who accessed government services -- Basic services (total): Baseline (2020): 3,320,000 (1,620,000 women, 1,700,000 men) Target (2030): 3,800,000 Source: INEC, Annually **2.2: Public institutions have the capacity to establish an adaptive Social Protection System for the provision of services** I.2.2.1 (IRRF.A.1.2.1.d) Number of people who accessed government services -- Social protection (total): Baseline (2024): 190,952 (69% women, 31% men) Target (2030): 200,000 Source: MIDES, Annually	Ministry of Social Development MEF Ministry of Health Specialized Technical Higher Education Institute National Secretariat for people with disabilities, INEC, National Authority for Government Innovation Local Governments United Nations Children's Fund, United Nations Population Fund (UNFPA), United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women) World Bank, CAF, IDB	**Regular 0** **Other** 80 million

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: GSP 3. Efficient governance and institutional strengthening				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #3: By 2030, Panama will have a strengthened, decentralized governance, with more effective and more accessible institutions to the population, interconnected and with robust information systems, which guarantee equitable access to public services, including justice, and which contribute to social cohesion and prevent and reduce violence and conflict, achieving safe societies and territories, peaceful and resilient at the national and local levels, where all people, especially women and vulnerable groups, fully enjoy their rights.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 2022-2025: 1. Structural transformations accelerated 2026-2029: 2. By 2029, governance systems are more effective, inclusive, and accountable, enabling people, societies and economies to thrive.				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
I.3.1 Proportion of seats held by women in (a) national parliaments and (b) local governments in the Republic, by position Baseline (2024): (a) 21.13 (b) 12.8 Target (2030): (a) 23 (b) 15 I.3.2 Primary government expenditures as a proportion of original approved budget, by sector Baseline (2021): 86.3 Target (2030): 90	Electoral Court Annually MEF Annually	**3.1: Public institutions strengthen their knowledge and develop digital tools and processes to offer evidence-based services, focused on people and territories.** I.3.1.1 (IRRF.C.4.2.e) Number of policies, strategies, regulations and laws pertaining to the development and application of digital technologies and/or data that -- Ensure transparency, accountability, and public participation in digital governance Baseline (2025): 12 Target (2030): 20 Source: UNDP, Annually	Presidency Ministry of Foreign Affairs Ministry of Government MICI Ministry of Security Ministry of Housing Ministry of Culture National Assembly Supreme Court Electoral Tribunal Government Innovation Authority Decentralization National Authority National Authority for Transparency and Access to Information	**Regular 0** **Other** 37 million

		3.2: People and institutions have mechanisms and capacities and use inclusive platforms to access information, participate in public management, and strengthen social cohesion. I.3.2.1 (IRRF.A.2.2.4) Number of regional, national and sub-national initiatives, policies, and strategies to: (d) Combat racism and/or promote the inclusion in public life of marginalized and discriminated groups (f) Women empowerment Baseline (2025): (d) 5 (f) 9 Target (2030): (d) 10 (f) 13 Data source: UNDP, Annually	National Comptroller INEC Local governments United Nations Office on Drugs and Crime United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization, UN-Women, UNFPA CAF, IDB, World Bank Private sector Academia	